



22 septembre 2017

(17-5014)

Page: 1/19

Comité des licences d'importation

Original: anglais

**RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES
DE LICENCES D'IMPORTATION**

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 7:3 DE L'ACCORD
SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES
D'IMPORTATION (2017)**

MAURICE

La notification ci-après, datée du 18 septembre 2017, est distribuée à la demande de la délégation de Maurice.

1 MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (DIVISION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE)	2
1.1 <i>Frigorifères contenant des hydrochlorofluorocarbones (HCFC)</i>	2
1.2 <i>Régime de permis au titre du Règlement de 2001 sur la protection de l'environnement (permis relatif aux bouteilles en polyéthylène téréphtalate (PET)) pour l'embouteillage de boissons dans des bouteilles en PET</i>	4
2 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS (DIVISION DU COMMERCE)	6
3 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	7
3.1 <i>Office national de réglementation des produits agricoles</i>	7
3.2 <i>National Parks and Conservation Service</i>	9
3.3 <i>Services vétérinaires</i>	11
3.4 <i>Office national de protection phytosanitaire (NPPO)</i>	13
4 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA QUALITÉ DE VIE	15
4.1 <i>Office de contrôle des produits chimiques dangereux</i>	15
4.2 <i>Office de pharmacie</i>	16

1 MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (DIVISION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE)

1.1 Frigorigènes contenant des hydrochlorofluorocarbones (HCFC)

Description succincte du régime

1. Depuis 2005, Maurice met en œuvre avec succès le plan d'élimination progressive des chlorofluorocarbones (CFC), dont l'importation a été complètement interdite. Un plan d'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones (HCFC) a été élaboré/approuvé en 2011, et l'importation de frigorigènes contenant des HCFC est contrôlée.

Un régime de contingents établi sur la base d'un niveau de référence (le volume moyen de frigorigènes contenant des HCFC importé en 2009 et 2010) a été mis en place/appliqué depuis 2013. En 2015, conformément aux prescriptions du Protocole de Montréal et aux dispositions du plan d'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones, une réduction de 10% a été appliquée au volume de référence des importations et un régime de contingents adéquat a été établi.

L'Unité nationale de l'ozone du Ministère de la sécurité sociale, de la solidarité nationale, de l'environnement et du développement durable (Division de l'environnement et du développement durable) délivre une autorisation aux importateurs de frigorigènes qui en font la demande. Le Département des douanes de la Direction des contributions de Maurice et l'Office de contrôle des produits chimiques dangereux du Ministère de la santé et de la qualité de vie reçoivent l'avis de non-objection, et l'Office délivre le permis d'importation conformément à la Loi de 2004 sur le contrôle des produits chimiques dangereux. Le Département des douanes est chargé de faire respecter cette loi.

De plus, l'importation d'équipements contenant des HCFC comme frigorigènes est interdite au titre du Règlement de 2013 sur la protection des consommateurs (approvisionnement et contrôle).

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Un permis d'importation est exigé pour l'importation de tous les frigorigènes contenant des HCFC.

3. Le régime s'applique aux marchandises originaires de n'importe quel pays.

4. Le régime de licences vise à restreindre la quantité de frigorigènes contenant des HCFC qui sont importés sur la base du contingent établi dans le cadre du plan d'élimination progressive des HCFC.

5. L'importation est contrôlée sur la base du contingent établi dans le cadre du plan d'élimination progressive des HCFC. Il convient de noter qu'un règlement d'application de la Loi sur le contrôle des produits chimiques dangereux a été élaboré et devrait être adopté/en vigueur sous peu.

Modalités d'application

6.I. Des renseignements sur le régime de contingents ont été communiqués à tous les importateurs de frigorigènes.

II. Le contingent est attribué d'après les critères établis. Cependant, les importateurs doivent présenter une demande de licence chaque fois qu'ils souhaitent importer des marchandises, en indiquant la quantité à importer ainsi que le pays d'origine.

III. Maurice ne produit pas de frigorigènes. Le reliquat non utilisé des attributions n'est pas ajouté au contingent d'une période ultérieure. Non, les noms des importateurs n'ont pas été communiqués aux organismes de promotion des exportations des pays exportateurs, aucune demande en ce sens n'ayant été présentée. Le cas échéant, ces renseignements pourraient toutefois être communiqués sans que cela ne pose de problème.

-
- IV. Il n'y a pas de condition particulière, mais il est préférable que l'importateur présente sa demande deux jours ouvrables à l'avance.
- V. Il n'y a pas de condition particulière, mais en général, les demandes sont examinées dans un délai de deux jours.
- VI. Il n'y a pas de restriction, si ce n'est que l'importation doit avoir lieu au cours de la même année civile.
- VII. Non. L'Unité nationale de l'ozone du Ministère de la sécurité sociale, de la solidarité nationale, de l'environnement et du développement durable (Division de l'environnement et du développement durable) ne traite que l'avis de non-objection et certifie que le frigorigène en question peut être importé. La licence est délivrée par l'Office de contrôle des produits chimiques dangereux du Ministère de la santé et de la qualité de vie.
- VIII. Il est arrivé que des importateurs dépassent leur part de contingent et présentent de nouvelles demandes. Une nouvelle part de contingent ne peut alors être attribuée que si les autres importateurs n'ont pas utilisé intégralement leur part. Un régime de contingents a été établi en 2013 sur la base des importations moyennes de la période 2009–2010 pour les importateurs enregistrés pendant cette période. Une part de contingent a également été attribuée aux nouveaux importateurs, dans les limites du niveau de référence autorisé pour les importations. Les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception.
- IX. Une licence est exigée pour toute importation de HCFC.
- X. Un tel mécanisme n'a pas été établi.
- XI. Non. Les frigorigènes importés peuvent être réexportés mais les exportateurs doivent de nouveau obtenir l'autorisation de l'Unité nationale de l'ozone et une licence auprès de l'Office de contrôle des produits chimiques dangereux.
- 7.a) Voir les modalités qui précèdent.
- b) C'est possible, mais il demeure préférable de présenter la demande deux jours à l'avance.
- c) Non.
- d) Voir les modalités qui précèdent.

8. La demande de licence peut être rejetée si la part de contingent a été atteinte. En pareil cas, l'importateur en est informé. Il peut s'adresser à l'Unité nationale de l'ozone pour vérifier si des parts de contingent inutilisées par d'autres importateurs peuvent lui être attribuées.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander un permis

9. Toutes les personnes, entreprises et institutions sont habilitées à demander une licence. L'Unité nationale de l'ozone perçoit des droits d'immatriculation. Il n'existe pas de liste publiée des importateurs au niveau de l'Unité.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'un permis

10. L'importateur doit envoyer à l'Unité nationale de l'ozone, avec copie à l'Office de contrôle des produits chimiques dangereux, une lettre indiquant:

- le type de frigorigène;
- le type de conteneur;
- le poids unitaire;
- le pays d'origine des produits à importer.

L'importateur peut également soumettre une fiche technique sur la sécurité du produit, mais ce n'est pas obligatoire.

11. La mainlevée douanière est subordonnée à la présentation de l'autorisation délivrée par l'Office de contrôle des produits chimiques dangereux.

12. L'Unité nationale de l'ozone perçoit un droit d'immatriculation.

13. Aucun droit ou dépôt ne doit être payé.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La licence d'importation est valable à compter de la date de sa délivrance jusqu'à la date du dédouanement des frigorifères.

15. L'Unité nationale de l'ozone n'applique pas de sanction en cas de non-utilisation d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles entre importateurs.

17. Outre l'autorisation délivrée par l'Unité nationale de l'ozone, les importateurs doivent également obtenir une autorisation de l'Office de contrôle des produits chimiques dangereux.

Autres formalités

18. Il n'y a pas d'autres formalités à remplir auprès de l'Unité nationale de l'ozone.

19. À confirmer par les autorités bancaires.

1.2 Régime de permis au titre du Règlement de 2001 sur la protection de l'environnement (permis relatif aux bouteilles en polyéthylène téréphtalate (PET)) pour l'embouteillage de boissons dans des bouteilles en PET

Description succincte du régime

1. Ces dernières années, les bouteilles en PET ont été choisies comme contenant dans le secteur des boissons, remplaçant d'importantes quantités de bouteilles en verre. Une centaine de millions de bouteilles en PET sont produites chaque année dans le secteur des boissons. L'essor du système sans consigne ni retour pour les bouteilles en PET a grandement contribué au problème des déchets auquel le pays est confronté. Les déchets de bouteilles en PET posent également un grave problème d'enfouissement en raison de leur volume important et de l'extrême lenteur de leur décomposition (le processus dure environ 500 ans).

Les entreprises mauriciennes qui souhaitent embouteiller des boissons dans des bouteilles en PET doivent demander un permis au Département de l'environnement. Un montant de 10 000 roupies est exigé pour le traitement de chaque demande de permis.

Sous réserve du respect des conditions attachées aux permis, par exemple l'obligation de retenir les services d'une entreprise de recyclage pour retirer les bouteilles en PET usagées du flux de déchets et de présenter un rapport annuel sur le PET produit et les déchets en PET collectés pour le recyclage, un permis valable trois ans est délivré à l'entreprise. Le permis peut être renouvelé sous réserve que le Directeur de l'environnement constate le respect des conditions prescrites pour le permis.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Délivrance de permis pour l'embouteillage de boissons sans alcool et d'eau dans des bouteilles en PET.

3. Le régime s'applique à l'embouteillage de boissons dans des bouteilles en PET à Maurice. *(Le règlement sera modifié prochainement de manière que l'importation de boissons et de denrées dans des bouteilles en PET soit incluse dans son champ d'application.)*

4. Le régime de permis ne vise pas à restreindre la quantité produite.

5. Le fondement juridique du régime de permis est le Règlement de 2001 sur la protection de l'environnement (permis relatif aux bouteilles en polyéthylène téréphtalate (PET)).

Modalités d'application

- 6.I. Sans objet.
- II. Sans objet.
- III. Le règlement sera réexaminé avec l'aide du Bureau juridique de l'État de manière à inclure dans le champ d'application du permis la production et l'importation à Maurice de denrées dans des bouteilles ou des contenants en PET.
- IV. Sans objet.
- V. Le délai d'examen de la demande de permis est d'environ un mois.
- VI. Sans objet.
- VII. La demande de permis est examinée uniquement par le Ministère de la sécurité sociale, de la solidarité nationale, de l'environnement et du développement durable (Division de l'environnement et du développement durable).
- VIII. Le permis est délivré si l'entreprise s'engage à respecter les conditions qui s'y attachent.
- IX. Sans objet.
- X. Sans objet.
- XI. Sans objet.
- 7.a-d) Sans objet.
- 8. Le permis peut être révoqué si l'entreprise ne respecte pas les conditions qui s'y attachent. Il sera demandé à l'entreprise de communiquer par écrit au Directeur de l'environnement les raisons pour lesquelles le permis ne devrait pas être révoqué.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Les entreprises suivantes du secteur des boissons ont un permis relatif aux bouteilles en PET: Phoenix Beverages Ltd, Quality Beverages Ltd, Vital Water bottling Company Ltd, Eau Val Ltée, Global Direct Foods Ltd et Vivalo Ltée.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

- 10. Renseignements sur la production annuelle prévue de bouteilles en PET et contrat avec une entreprise de recyclage du PET pour la collecte des déchets en PET à des fins de recyclage.
- 11. Sans objet.
- 12. Frais d'examen de 10 000 roupies.
- 13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

- 14. Trois ans avec possibilité de renouvellement.
- 15. Sans objet.
- 16. Les permis ne sont pas cessibles.
- 17. Sans objet.

Autres formalités

18. Sans objet.

19. Sans objet.

2 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS (DIVISION DU COMMERCE)**Description succincte du régime**

1. Le régime de licences d'importation est régi par la Réglementation de 2017 sur la protection des consommateurs (contrôle des importations) établissant la liste des marchandises dont l'importation est contrôlée (la liste des marchandises soumises à des restrictions et des marchandises prohibées figure dans la notification du 26 septembre 2014 G/LIC/N/3/MUS/4). Le régime est administré par la Division du commerce du Ministère de l'industrie, du commerce et de la protection des consommateurs.

Objet et champ d'application du régime de permis d'importation

2. Les importations de marchandises faisant l'objet de restrictions sont soumises à un régime de licences automatiques en vertu duquel un permis d'importation est accordé et délivré.

3. Le régime s'applique aux marchandises originaires et en provenance de tous les pays.

4. Le régime de permis d'importation est appliqué pour des raisons liées à la sécurité, au caractère sensible des marchandises, à la santé et à l'environnement.

5. Le contrôle des importations est régi par la Réglementation de 2017 sur la protection des consommateurs (contrôle des importations) et toute modification de la liste des marchandises soumises à des restrictions doit être approuvée par le ministre chargé du commerce.

Modalités d'application

6. Produits soumis à des restrictions: il s'agit des véhicules automobiles d'occasion. Une personne physique ou une entreprise (autre qu'un concessionnaire agréé ou un propriétaire/chauffeur de taxi) peut importer un véhicule automobile tous les cinq ans; un concessionnaire agréé n'est soumis à aucune restriction; un propriétaire/chauffeur de taxi peut importer une voiture tous les quatre ans; une personne physique ou une entreprise (autre qu'un concessionnaire agréé) peut importer un camion tous les cinq ans; et une personne physique ou une entreprise (autre qu'un concessionnaire agréé) peut importer une camionnette tous les cinq ans. Ces renseignements figurent dans la Réglementation de 2017 sur la protection des consommateurs (contrôle des importations).

Une personne physique ou une entreprise employant au moins huit personnes (autre qu'un concessionnaire agréé ou un opérateur de transport public) peut importer un bus d'occasion tous les cinq ans pour chaque licence appropriée. Tout bus d'occasion importé par un concessionnaire agréé ne doit être vendu qu'à une personne possédant la licence appropriée.

En ce qui concerne les motocycles d'occasion, une restriction totale est imposée aux importations en vue d'une revente.

7. Une demande de permis d'importation doit être présentée avant l'importation des marchandises soumises à des restrictions, et le permis d'importation peut être accordé le jour même. Pour certaines marchandises contrôlées, le Ministère demande qu'on lui soumette des recommandations appropriées avant d'approuver la demande de permis.

8. La demande de permis d'importation peut être refusée en cas de non-respect par l'importateur d'une disposition de la Réglementation de 2017 sur la protection des consommateurs (contrôle des importations).

Conditions à remplir par les importateurs pour être habilités à demander un permis

9. Toutes les demandes sont présentées au moyen du système TradeNet, par l'entremise d'un courtier en douane. Actuellement, l'entreprise s'enregistre dans le système avant de présenter sa demande et l'enregistrement est gratuit. Le concessionnaire agréé doit être titulaire d'une licence valable de concessionnaire agréé pour l'importation et la vente de véhicules automobiles d'occasion, conformément à la Réglementation de 2004 sur la protection des consommateurs (importations et vente de véhicules automobiles d'occasion).

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'un permis

10. Les documents exigés pour la présentation de la demande sont déterminés en fonction des marchandises à importer. Pour certaines marchandises, seule la demande est exigée, alors que pour d'autres, la facture pro forma et d'autres documents peuvent être demandés.

11. Au moment de l'importation effective, l'importateur doit présenter le connaissement, la facture et d'autres documents selon les marchandises à importer et leur provenance.

12. Aucun droit de permis d'importation ni frais administratif n'est perçu.

13. La délivrance du permis n'est assortie d'aucune condition de dépôt ou de versement préalable.

Conditions attachées à la délivrance des permis d'importation

14. Le permis d'importation est valable pendant une période maximale de 12 mois.

15. Il n'est pas appliqué de sanction en cas de non-utilisation totale ou partielle du permis.

16. Le permis d'importation n'est pas cessible.

17. Le permis d'importation est subordonné à toutes les conditions que le Secrétaire permanent peut imposer.

Autres formalités

18. Les importations ne sont pas assujetties à d'autres formalités administratives préalables, en dehors de celle du permis exigé avant l'importation de marchandises soumises à des restrictions spécifiées dans la Réglementation de 2017 sur la protection des consommateurs (contrôle des importations).

19. Les devises sont automatiquement remises par les autorités bancaires pour les marchandises à importer.

3 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**3.1 Office national de réglementation des produits agricoles****Description succincte du régime**

1. Sans objet.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Les importations:

- i) de thé et de produits à base de thé; et
- ii) de tabac et de produits à base de tabac sont soumises à un régime d'autorisation (similaire au régime de licences automatiques) qui n'a pas d'effet de restriction sur le commerce.

3. Le régime s'applique aux marchandises originaires et en provenance de tous les pays.
4. Le régime d'autorisation a été établi à des fins statistiques, ainsi que pour garantir la conformité des produits avec les réglementations nationales.
5. Le fondement juridique du régime est la Loi de 2013 sur l'Office national de réglementation des produits agricoles et la Réglementation nationale de 2013 sur les produits agricoles. Les produits réglementés figurent dans la première annexe de la Loi.

Modalités d'application

- 6.I. L'Office fournit, sur demande, par téléphone et par courrier, des renseignements relatifs au dépôt des demandes d'autorisation.
 - II. Il n'y a pas de contingentement.
 - III. Les autorisations sont délivrées aux importateurs qu'ils soient ou non producteurs de marchandises similaires.
 - IV. Sans objet.
 - V. Les demandes d'autorisation sont généralement examinées le jour même ou le jour ouvrable suivant.
 - VI. Sans objet.
 - VII. Les demandes d'autorisation sont examinées par un seul organe administratif. Cependant, les importations de produits à base de thé doivent être accompagnées d'un certificat phytosanitaire délivré par l'autorité compétente du pays d'origine. L'importateur potentiel doit donc s'adresser à l'Office national de protection phytosanitaire pour obtenir un permis d'importation de végétaux.
 - VIII. Les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception.
 - IX. Il n'y a pas de contingent bilatéral ni d'arrangement concernant les exportations. Les permis d'exportation délivrés par les pays exportateurs ne sont pas exigés.
 - X. Sans objet.
 - XI. Les autorisations d'importation sont accordées pour des produits destinés à être mis en vente sur le marché intérieur.
7. Lorsqu'il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit ou aux importations en provenance d'un pays particulier:
- a) La demande peut être présentée avant l'importation des marchandises.
 - b) L'autorisation peut, sur demande, être accordée immédiatement, mais la mainlevée des marchandises se trouvant dans un port ou un entrepôt en douane est donnée après l'inspection.
 - c) La demande d'autorisation peut être présentée à tout moment pendant l'année.
 - d) Les demandes concernant les produits à base de thé et les produits à base de tabac sont examinées par un seul organe administratif, le NAPRO (Office national de réglementation des produits agricoles).
8. Sans objet.

Conditions à remplir par les importateurs pour être habilités à demander une autorisation

9. Toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une autorisation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une autorisation

10. Le formulaire de demande est disponible au bureau du NAPRO et un modèle est disponible sur le site Web du Ministère.

11. Au moment de l'importation, l'importateur doit présenter la demande approuvée, la facture, le connaissance, et un certificat phytosanitaire s'il importe des produits à base de thé.

12. Une redevance pour le traitement de la demande et pour l'autorisation est perçue.

13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé.

Conditions attachées à la délivrance des autorisations

14. L'autorisation d'importation de produits à base de thé est valable un mois; pour les produits à base de tabac, elle est valable six mois à compter de la date de délivrance. Une demande de prolongation peut être examinée.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle de l'autorisation, mais la redevance versée n'est pas remboursable.

16. L'autorisation vise les produits mentionnés sur le formulaire de demande.

17. Les conditions attachées à la délivrance de l'autorisation sont indiquées sur le formulaire de demande.

Autres formalités

18. Il n'y a pas d'autres formalités administratives à remplir auprès du NAPRO avant l'importation, mais les nouveaux importateurs potentiels doivent fournir les documents d'identification/immatriculation appropriés.

19. Les devises sont fournies sans difficulté par les autorités bancaires.

3.2 National Parks and Conservation Service**Description succincte du régime**

1. Sans objet.

Objet et champ d'application du régime de licences

2.a) Importation d'espèces inscrites sur les listes de la CITES

En vertu de l'article 39 de la Loi de 2015 sur la biodiversité terrestre indigène et les parcs nationaux, un permis est exigé pour l'importation d'espèces de faune sauvage inscrites sur les listes de la CITES. Les permis d'importation CITES sont délivrés par le NPCS en sa qualité d'organe de gestion de la CITES à Maurice, moyennant le paiement de la redevance prescrite.

b) Importation d'espèces sauvages exotiques autre que les animaux d'élevage et les poissons

En vertu de l'article 35 de la même loi, un permis est exigé pour l'importation d'animaux vivants autres que les animaux d'élevage et les poissons. Les permis d'importation

d'espèces sauvages exotiques sont délivrés par le bureau des permis du NPCS moyennant le paiement de la redevance prescrite.

Modalités d'application (6 à 8)

3. Le régime s'applique aux marchandises originaires et en provenance de tous les pays.
4. Le régime s'applique aux espèces inscrites sur les listes de la CITES.
5. Loi.
6. Sans objet.
7. Pour les deux catégories de permis, les demandes sont présentées par écrit au Directeur du NPCS. Les formulaires de demande de permis d'importation d'espèces sauvages exotiques sont également disponibles au bureau du NPCS.

Délai minimal de traitement des demandes:

- a) permis CITES – trois jours ouvrables;
- b) permis d'importation d'espèces sauvages exotiques – dix jours ouvrables.

Délai maximal de traitement des demandes:

- a) permis CITES – dix jours ouvrables;
- b) permis d'importation d'espèces sauvages exotiques – 60 jours ouvrables si la demande est acceptée par le Comité national des espèces envahissantes étrangères.

8. En vertu des paragraphes 1) et 2) de l'article 10 du Règlement de 1998 sur la faune sauvage, le fonctionnaire habilité peut refuser une demande de permis. En général, le permis d'importation est refusé pour les raisons suivantes: espèces envahissantes, absence d'installations appropriées dans les locaux de l'importateur et objection vétérinaire due au risque de maladie.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toutes les personnes, entreprises et institutions sont habilitées à demander une licence.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence (10 à 13)

10. Les renseignements généraux devant être fournis pour les permis CITES et les permis d'importation d'espèces sauvages exotiques sont les suivants: données sur l'importateur, nom scientifique de l'espèce sauvage importée, âge, pays d'origine.

11. Permis d'importation du NPCS et certificat vétérinaire.

12. Une redevance de 300 roupies est perçue pour la délivrance de chaque permis CITES. Une redevance de 50 roupies est perçue pour la délivrance de chaque permis d'importation d'espèces sauvages exotiques.

13. Un versement est effectué lors du dépôt de la demande de permis d'importation.

Conditions attachées à la délivrance des licences (14 à 17)

Le permis d'importation CITES (appendice I) est valable pendant 12 mois, et le permis d'importation d'espèces sauvages exotiques est valable pendant 6 mois.

Autres formalités (18 et 19)

Néant.

3.3 Services vétérinaires

Description succincte du régime

1. Sans objet.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Importation:

Animaux vivants et produits d'origine animale.

3. Sans objet.

4. Le régime de permis d'importation vise à protéger le pays contre les menaces sanitaires, en conformité avec l'Accord SPS de l'OMC.

5. Loi de 1925 sur les maladies animales et règlements ultérieurs.

Modalités d'application

- 6.I. Tous les renseignements pertinents sur l'importation d'animaux vivants et de produits d'origine animale sont disponibles en ligne et dans des notices des services vétérinaires.

- II. Durée de validité du permis d'importation délivré pour les catégories de produits suivantes:

- bétail vivant – trois mois (bovins, ovins et caprins vivants);
- canins – six mois;
- autres produits mentionnés ci-dessus – trois mois.

- III. Sans objet.

- IV. Sans objet.

- V. Délai minimum d'examen des demandes: 7 jours; délai maximum: 15 jours.

- VI. Les produits peuvent être importés dès la délivrance du permis.

- VII. Pour la plupart des produits mentionnés au point 2 ci-dessus, le permis est délivré par la Division des services vétérinaires. En ce qui concerne les produits destinés à l'alimentation des animaux (qui contiennent du matériel végétal) et le fourrage, il faut également obtenir l'autorisation de l'Office national de protection phytosanitaire. *[Pour les volailles et les espèces envahissantes, une autorisation du NPCS est nécessaire.]*

- VIII. Sans objet.

- IX. Sans objet.

- X. Sans objet.

- XI. Les permis d'importation sont délivrés pour les produits destinés à la consommation intérieure et, dans certains cas, pour les produits en transit.

7. Lorsqu'il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit ou aux importations en provenance d'un pays particulier:

- a) En cas d'urgence, le permis peut être délivré dans un délai d'un jour. Le délai normal pour la délivrance du permis est de deux semaines. Les marchandises arrivant au port sans *permis d'importation ou sans certificat sanitaire* ne sont pas admises.

- b) Oui, sous réserve du respect de toutes les conditions sanitaires.
- c) Non.
- d) Pour la plupart des produits mentionnés au point 2 ci-dessus, le permis est délivré par la Division des services vétérinaires. En ce qui concerne les produits destinés à l'alimentation des animaux (qui contiennent du matériel végétal) et le fourrage, il faut également obtenir l'autorisation de l'Office national de protection phytosanitaire.

8. La demande de permis d'importation ne peut être rejetée que si le produit présente une menace sanitaire pour le pays. Le demandeur a le droit de recours en cas de rejet, et les raisons justifiant cette décision sont communiquées.

Conditions à remplir par les importateurs pour être habilités à demander une autorisation

9. Toutes les personnes sont habilitées à demander un permis d'importation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une autorisation

10. Animaux vivants

- a) Copie de tous les certificats d'essai et des conditions sanitaires du pays exportateur.
- b) Installations de quarantaine, le cas échéant.

Produits d'origine animale

- a) Copie de tous les certificats d'essai et des conditions sanitaires du pays exportateur.
- b) Installations de stockage.

11. Original des documents mentionnés au point 10 ci-dessus.

12. Droits d'importation:

- Chevaux – 1 000 roupies par animal.
- Chats et chiens – 500 roupies par animal.
- Oiseaux en cage – 100 par lot de 10 oiseaux ou moins.
- Bovins, caprins et ovins – 10 roupies par animal.
- Autres animaux vivants – 200 roupies par animal.
- Viande destinée à la consommation humaine – 100 roupies par permis et montant additionnel de 50 roupies par tonne de viande ou quantité moindre.
- Autres produits – 100 roupies par permis.
- Frais d'autorisation vétérinaire (animaux vivants et animaux de compagnie): 500 roupies.

13. Non.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Durée de validité du permis d'importation délivré pour les catégories de produits suivantes:

- Bovins vivants – trois mois.
- Chiens – six mois.
- Tous les autres produits mentionnés ci-dessus – trois mois.

15. Non.

16. Non.

17. Non.

Autres formalités

- 18. Non.
- 19. Sans objet.

3.4 Office national de protection phytosanitaire (NPPO)**Description succincte du régime**

- 1. Sans objet.

Objet et champ d'application du régime de licences

- 2. Le permis d'importation de végétaux concerne les produits agricoles d'origine végétale, y compris les ressources tirées du sol (par exemple les pierres).
- 3. Le régime s'applique aux marchandises originaires et en provenance de tous les pays.
- 4. Le permis d'importation de végétaux est délivré pour des raisons phytosanitaires.
- 5. Loi de 2006 sur la protection des végétaux.

Modalités d'application

- 6. Produits réglementés:
 - I. Tous les renseignements pertinents sur l'importation de produits agricoles d'origine végétale, y compris les ressources tirées du sol (par exemple les pierres) sont disponibles en ligne et figurent dans des notices de l'Office national de protection phytosanitaire.
 - II. Le permis d'importation de végétaux est valable pendant trois mois.
 - III. Le permis d'importation de végétaux est délivré pour des marchandises destinées à la consommation intérieure. Il peut y avoir des cas concernant des marchandises en transit dans lesquels des dispositions particulières sont convenues entre des importateurs et l'Office national de protection phytosanitaire.
 - IV. Sans objet.
 - V. Délai minimum d'examen des demandes: deux jours; délai maximum: cinq jours.
 - VI. Les produits peuvent être importés dès la délivrance du permis.
 - VII. Pour la plupart des produits mentionnés au point 2 ci-dessus, le permis est délivré par l'Office national de protection phytosanitaire. En ce qui concerne les produits destinés à l'alimentation des animaux (qui contiennent du matériel végétal) et le fourrage, il faut également obtenir l'autorisation des services vétérinaires.
 - VIII. Sans objet.
 - IX. Sans objet.
 - X. Sans objet.
 - XI. Tous les permis d'importation de végétaux sont délivrés pour des marchandises destinées à la consommation intérieure, à moins qu'il ne s'agisse de marchandises en transit.

7. Lorsqu'il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit ou aux importations en provenance d'un pays particulier:

- a) La demande de permis d'importation de végétaux doit être présentée une semaine à l'avance. En cas d'urgence, ce permis peut être délivré plus rapidement. Il est normalement délivré dans un délai de deux semaines. Les marchandises sans ce permis ne sont pas admises.
- b) Oui, sous réserve de la présentation de tous les documents pertinents et du respect des conditions phytosanitaires.
- c) Non.
- d) Pour la plupart des produits mentionnés au point 2 ci-dessus, le permis est délivré par l'Office national de protection phytosanitaire. En ce qui concerne les produits destinés à l'alimentation des animaux (qui contiennent du matériel végétal) et le fourrage, il faut également obtenir l'autorisation des services vétérinaires.

8. La demande de permis d'importation ne peut être rejetée que si le produit présente une menace phytosanitaire pour le pays. Le demandeur a un droit de recours et les raisons justifiant cette décision sont communiquées.

Conditions à remplir par les importateurs pour être habilités à demander une autorisation

9. Toutes les personnes, entreprises et institutions sont habilitées à demander un permis d'importation d'intrants végétaux.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une autorisation

10. Nom de l'importateur, coordonnées de la personne à contacter, nom de l'exportateur, nom du produit (nom scientifique), pays d'origine et quantité.

11. Original des documents mentionnés au point 10 ci-dessus.

12. Droits d'importation

- Frais d'examen de la demande – 50 roupies.

13. Aucun dépôt ou versement préalable n'est exigé pour la délivrance des permis d'importation de végétaux.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Le permis d'importation de végétaux est valable pendant trois mois.

15. Non.

16. Non.

17. Les conditions du permis d'importation de végétaux ont un fondement phytosanitaire.

Autres formalités

18. Non.

19. Les devises sont automatiquement remises par les autorités bancaires pour l'importation des marchandises (aucune licence n'est exigée au préalable). Les importateurs peuvent toujours obtenir des devises en s'adressant directement à leur banque.

4 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA QUALITÉ DE VIE

4.1 Office de contrôle des produits chimiques dangereux

Description succincte du régime

1. Le régime de licences d'importation est régi par l'article 11 de la Loi de 2004 sur le contrôle des produits chimiques dangereux. Il est administré par l'Office de contrôle des produits chimiques dangereux relevant du Ministère de la santé et de la qualité de vie.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Sans objet.
3. Oui.
4. Sans objet.
5. Loi de 2004 sur le contrôle des produits chimiques dangereux.

Le régime de licences est imposé par disposition législative; la législation ne laisse pas à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Il n'est pas possible d'abroger le régime sans obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

En ce qui concerne les produits dont la quantité ou la valeur des importations est soumise à des restrictions

- 6.I. Sans objet.
- II. Sans objet.
- III. Sans objet.
- IV. Sans objet.
- V. De 1 à 3 semaines.
- VI. La durée de validité est de trois mois.
- VII. Oui.
- VIII. Sans objet.
- IX. Sans objet.
- X. Sans objet.
- XI. Sans objet.

7. Lorsqu'il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit ou aux importations en provenance d'un pays particulier:

- a) Oui.
 - b) Oui.
 - c) Oui.
 - d) Oui.
8. Oui.

Conditions à remplir par les importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Seules les personnes ou les sociétés immatriculées peuvent demander une licence.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Oui.

11. Oui.

12. Le droit de délivrance d'une licence d'importation est de 200 roupies (roupies mauriciennes).

13. Le versement d'un dépôt ou un paiement préalable n'est pas exigé.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité est de trois mois.

15. Aucune sanction.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. La délivrance d'une licence est subordonnée à la fourniture de tout renseignement additionnel éventuellement demandé par l'Office et à toute condition subséquemment imposée par ce dernier.

Autres formalités

18. Sans objet.

19. Sans objet.

4.2 Office de pharmacie**Description succincte du régime**

1. Tous les médicaments et produits pharmaceutiques doivent être enregistrés auprès de l'Office de pharmacie avant leur importation et leur commercialisation dans le pays.

En outre, une licence est requise pour l'importation et l'exportation de certaines catégories spécifiques de médicaments, de produits pharmaceutiques et de produits chimiques. Ces catégories comprennent:

- Les antibiotiques, les vaccins et toutes substances thérapeutiques inscrites dans la sixième liste de la Loi de 1983 sur la pharmacie.
- Les substances dangereuses définies à la section 3 de la Loi de 2000 sur les substances dangereuses.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Pour chaque lot d'antibiotiques, de vaccins ou de substances thérapeutiques importés, l'importateur (grossiste pharmaceutique) est tenu de déposer une demande de permis conformément à la section 25 de la Loi sur la pharmacie, en indiquant pour chaque produit son nom et la quantité importée. Le permis d'importation correspondant est alors délivré à l'importateur.

Conformément aux conventions internationales relatives aux substances dangereuses, il est obligatoire qu'un permis soit délivré par l'autorité de réglementation pour l'importation/l'exportation des substances inscrites dans les tableaux I, II, III ou IV de la Loi de 2000 sur les substances dangereuses.

L'importation des substances inscrites dans les tableaux I, II ou III peut être autorisée à des fins médicales, de recherche scientifique ou éducatives ou pour leur utilisation par les services criminalistiques, dans des quantités ne dépassant pas celles qui sont strictement nécessaires pour l'usage en question.

Les substances inscrites au tableau IV de la Loi de 2000 sur les substances dangereuses sont utilisées pour fabriquer les stupéfiants et les substances psychotropes répertoriées par la Convention de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ou sont inscrites au tableau IV en tant que précurseurs.

Elles sont également soumises à un contrôle réglementaire au titre de la Convention internationale afin de prévenir leur trafic illicite ou leur détournement et de garantir qu'elles sont importées à des fins autorisées. Les formulaires de demande et les permis sont reproduits dans les documents fournis en annexe.

3. Le régime de licences s'applique aux produits de toute provenance.

4. Le régime de licences vise à contrôler les importations conformément aux prescriptions internationales dans le but de garantir que les produits sont destinés à des usages licites (médicaux, scientifiques ou éducatifs).

5. Comme susmentionné, le régime de licences est régi par la Loi de 1983 sur la pharmacie et par la Loi de 2000 sur les substances dangereuses, ainsi que par les règlements d'application respectifs de ces lois. Ces mesures de contrôle étant des prescriptions obligatoires, leur modification passe par la modification des lois correspondantes.

Modalités d'application

6.a) *Importation d'antibiotiques*

L'importation d'antibiotiques, de vaccins et de substances thérapeutiques n'est pas soumise à un contingent. Le permis est délivré à la date d'arrivée du ou des produit(s) dans le pays, pour chaque expédition.

b) *Importation de substances dangereuses*

Importation de substances dangereuses inscrites aux tableaux II ou III

L'importation de substances dangereuses inscrites aux tableaux II ou III est soumise à un contingent annuel, qui est établi comme suit:

- i) À la fin de chaque année, les grossistes pharmaceutiques sont tenus de déclarer leurs transactions en indiquant les stocks initiaux, les quantités achetées et vendues pendant l'année en cours et le solde disponible.
- ii) Ils doivent aussi déposer une demande correspondant à leurs besoins pour l'année suivante. Le contingent est établi sur la base des données fournies. Le cas échéant, des ajustements au contingent sont **effectués** en cours d'année pourvu que des justifications complètes soient présentées.
- iii) Les besoins nationaux sont déterminés et présentés à l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) à Vienne pour l'établissement de contingents nationaux, en particulier pour les substances dangereuses inscrites au tableau II (stupéfiants), qui sont enregistrés et publiés.
- iv) Une fois le contingent établi, la délivrance du permis/certificat d'importation est **effectuée** dans un délai de deux jours après le dépôt de la demande. L'importateur doit fournir une copie du permis/certificat d'importation à l'exportateur, lequel doit en fournir une copie aux autorités du pays d'exportation pour obtenir une licence d'exportation permettant l'envoi d'un lot de substances dangereuses.

Importations de substances dangereuses inscrites au tableau I

- i) Les substances inscrites au tableau I de la Loi sur les substances dangereuses sont destinées à des usages scientifiques (criminalistiques) uniquement.
- ii) Elles ne sont pas soumises à un contingent.
- iii) La licence/le permis d'importation est délivré dans un délai de deux jours à compter de la date de dépôt de la demande.
- iv) L'importateur doit fournir une copie du permis/certificat d'importation à l'exportateur, lequel doit en fournir une copie aux autorités du pays d'exportation pour obtenir une licence d'exportation permettant l'envoi d'une cargaison de substances dangereuses.

Importation de substances dangereuses inscrites au tableau IV (précurseurs chimiques)

I.-II. L'importation des produits inscrits au tableau susmentionné n'est pas soumise à un contingent. Les modalités de délivrance d'un permis/certificat sont les mêmes que pour les substances dangereuses inscrites aux tableaux II ou III, sauf que les autorités du pays d'exportation délivrent un certificat de notification préalable à l'exportation (PEN) demandant aux autorités du pays d'importation de confirmer l'authenticité de l'importation avant expédition.

III. La délivrance de licences s'applique aux importateurs et aux producteurs des marchandises. Le reliquat non utilisé des quantités attribuées ne peut pas être ajouté aux contingents de l'année suivante.

Les grossistes pharmaceutiques sont des entités immatriculées auprès de l'Office de pharmacie. Ils sont en outre titulaires d'une licence commerciale délivrée par les autorités locales. Les importateurs et les distributeurs ayant des activités commerciales liées à des substances chimiques doivent également être titulaires d'une licence délivrée par les autorités locales.

IV., V., VI. Ces questions ont été couvertes dans les paragraphes précédents.

VII. L'Office de pharmacie est le seul organe de réglementation chargé de la délivrance des licences/permis/certificats, conformément à la Loi sur la pharmacie.

VIII. Sans objet.

IX.-X. Ces questions ont été couvertes dans les paragraphes précédents.

XI. Aucune licence n'est délivrée pour des produits destinés exclusivement à l'exportation.

7.

a) b) Les licences/permis peuvent être délivrés immédiatement sur demande et à la date d'arrivée des produits au port uniquement dans le cas des substances thérapeutiques, y compris les antibiotiques et les vaccins. Cependant, il est conseillé de demander un permis/une licence avant l'importation.

c) La période de dépôt d'une demande de permis/licence/certificat n'est pas limitée en ce qui concerne les substances thérapeutiques, y compris les antibiotiques et les vaccins, ainsi que les produits chimiques et les substances inscrites aux tableaux I ou IV de la Loi sur les substances dangereuses. Une demande peut être déposée chaque fois qu'une importation doit être effectuée dans l'année en cours.

Concernant les produits inscrits aux tableaux II ou III de la Loi sur les substances dangereuses, la demande doit être déposée en début d'année, lorsque le contingent a été attribué. Toutefois, l'importation peut être **effectuée** en plusieurs fois pendant l'année.

d) Ce point a déjà été couvert au paragraphe 6 VII).

8. Une demande de licence/permis peut être refusée pour l'importation de produits pharmaceutiques, y compris les substances dangereuses (tableaux I, II ou III), si le requérant n'est pas un grossiste pharmaceutique, un laboratoire ou un établissement d'enseignement enregistré.

De la même manière, dans le cas des substances dangereuses du tableau IV (précurseurs chimiques), la délivrance d'une licence peut être refusée s'il est suspecté que l'importation des produits chimiques n'est pas destinée à un usage légitime. Il n'y a pas de droit de recours en cas de refus d'une licence.

Conditions à remplir par les importateurs pour être habilités à demander une licence

9.a) Les produits pharmaceutiques peuvent seulement être importés par des grossistes pharmaceutiques immatriculés, sous la supervision de pharmaciens. Une liste des grossistes pharmaceutiques immatriculés est disponible auprès du Ministère.

b) Concernant les produits chimiques, toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une licence. Il n'est actuellement pas perçu de droit d'immatriculation pour les produits susmentionnés.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Le requérant est tenu de fournir les renseignements demandés comme indiqué dans les exemples de document figurant en annexe.

11. Une copie de la licence d'importation doit être fournie avec la facture.

12. Aucun droit de licence n'est perçu.

13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. i) La durée de validité d'une licence d'importation de substances dangereuses ou de produits chimiques est de trois mois à compter de sa date de délivrance. Elle peut être prolongée sur demande, en cas d'un retard de livraison, par exemple.

ii) Les permis d'importation de vaccins, d'antibiotiques, etc. sont délivrés pour chaque envoi à la date d'arrivée des produits.

15. Il n'est pas appliqué de sanctions en cas de non-utilisation d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. La délivrance d'une licence est subordonnée à la fourniture de toute information ou précision additionnelle pouvant être demandée à son sujet.

Autres formalités

18. Tous les produits pharmaceutiques doivent être enregistrés auprès de l'Office de pharmacie avant leur importation et leur commercialisation à Maurice.

19. Sans objet.
